

COP21 : l'Ordre appelle les médecins à s'impliquer

04.12.2015



Photo AFP

Le Conseil National de l'Ordre des Médecins (CNOM), en collaboration avec l'Alliance Européenne pour la Santé et l'Environnement (HEAL), l'Association Médicale Mondiale (AMM) et la Fédération Internationale des Associations des Étudiants en Médecine a organisé, en marge des négociations de la COP21, un événement intitulé : « *Les professionnels de santé en action pour des énergies et un climat sains* ».

Membre de l'Association médicale mondiale, qui mène depuis 2009 un combat pour encourager l'implication de médecins dans les actions liées au climat, le CNOM a signé l'Appel de l'OMS pour le climat et la santé et a tenu à se positionner clairement sur la question qui occupe actuellement à Paris tous les dirigeants de la Planète. Pour son président, le Dr Patrick Bouet, « *les changements climatiques sont avant tout une question de santé publique* ».

Il ne suffit plus de soigner, il faut également alerter

Si l'omniprésence de l'utilisation des énergies fossiles dans toutes les économies de la planète constitue une menace avérée pour la santé publique, à l'instar de ces 80 nouvelles centrales à charbon actuellement en construction en Turquie et dénoncées par le Dr Bayazit Ilhan de l'Association médicale turque, alors les professionnels de santé doivent élever la voix et s'impliquer davantage. C'est en substance le message que le Dr Maria P. Neira, directrice du département de l'OMS Santé publique et environnement, a fait passer à ses confrères.

En accord avec le Dr Bouet qui a rappelé qu'il était désormais « *impératif de faire appel aux organisations médicales professionnelles pour exhorter les politiciens locaux à limiter les émissions dans nos villes* », le Dr Neira a souligné de son côté l'urgence de « *mobiliser la communauté médicale pour agir sur les changements climatiques* ».

Selon elle, « *les médecins ne doivent plus uniquement se concentrer sur le soin, mais également rappeler aux hommes politiques qu'il est primordial de régler le problème* ». Son souhait : « *Entendre plus de médecins s'exprimer sur le sujet de la santé et des changements climatiques* ». L'enjeu est désormais d'être en mesure de « *fournir des données précises prouvant le bénéfice des actions déjà entreprises dans le sens d'un changement vers moins d'émissions de gaz toxiques et à effet de serre* ».

Pour un super ministère de la Santé et de l'Environnement

Qu'il s'agisse du Dr Isabella Annesi-Maesano, de la Société respiratoire européenne (ESR), du Dr Frederica P. Perera, du Centre Columbia (USA) pour la santé environnementale des enfants ou du Dr K. Srinath Reddy, de la Fondation indienne de Santé Publique, le constat est pour tous le même : l'utilisation des énergies fossiles influence directement la santé des personnes et élève significativement la prévalence et l'incidence des affections respiratoires dans le monde.

Pour le Dr Tadeusz Zielonka, de la Société polonaise des maladies pulmonaires, « *ces faits doivent désormais être enseignés et connus de tous les médecins. D'un spécialiste des maladies, le médecin doit désormais se muer en spécialiste de la bonne santé* ».

Alors que faire ? « *Il est désormais évident que beaucoup d'éléments qui ont un impact négatif sur la santé publique ne dépendent pas ou plus des seuls ministères de la Santé* », constate Sir Andy Haines, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine. L'une des voies qu'il conviendrait selon lui d'emprunter passe par « *la constitution dans tous les gouvernements nationaux d'un cabinet transministériel en charge des questions d'environnement et de santé* ».

Pour que les changements nécessaires puissent se produire, il est également essentiel, selon le Dr Neira, de « *sans cesse rappeler qu'éliminer les risques environnementaux permettrait de sauver 13 millions de vies par an* ».

Benoît Thelliez